

Le baromètre Covid-19 : vers un basculement de nos valeurs ?

Valérie Tilman, philosophe et enseignante

23 octobre 2020 – www.kairospresse.be...

La baromètre :

	Limiter les contacts rapprochés		Respecter les règles pour les rassemblements	
	Bulle de contacts rapprochés	Télétravail	Sphère privée	Sphère publique
Phase 1 Alerte faible				
Phase 2 Alerte moyenne	5 personnes par mois	Recommandé	10 personnes max	Max 1 pers/2,5 m ²
Phase 3 Alerte grave	3 personnes par mois	Fortement recommandé	4 personnes max	Max 1 pers/4 m ²
Phase 4 Alerte très grave	1 personne par mois	Obligatoire si possible	4 personnes max par mois	Max 1 pers/10 m ² Si rassemblements autorisés

Le masque est enfin tombé : la phase 1, la seule qui, selon le nouveau baromètre Covid belge, puisse nous rendre notre liberté de respirer sans filtre, de revoir les visages des gens, de côtoyer à nouveau nos proches s'ils le souhaitent, de sortir librement la nuit tombée pour faire des rencontres amicales ou pour quelque raison que ce soit, cette phase 1 correspond au niveau 1 défini comme « aucune circulation du virus. Ce niveau ne peut être atteint que lorsqu'il existe une immunité de groupe grâce à un vaccin efficace et accessible au public⁽¹⁾. » Mission impossible donc.

Une circulation inexistante du virus, personne ne peut et ne pourra jamais la garantir : en dépit de la vaccination, la grippe ne court-elle pas toujours ? Ce niveau est donc *potentiellement inatteignable*, ce qui impliquerait dans ce cas que la phase 1 pourrait aussi ne plus jamais être atteinte, ou pas avant des années. Quant au vaccin, ou plutôt aux multiples vaccins, ils sont fabriqués à la hâte dans un contexte de concurrence sauvage qui laisse au minimum planer le doute sur le fait que leur efficacité réelle et leur innocuité (leur caractère non nuisible à long terme) soient les premiers objectifs poursuivis, mais qui ne laisse en tout cas aucun doute sur le fait que leur innocuité à long terme ne pourra pas être étudiée en si peu de temps. Conclusion : si l'on accepte la logique de ce baromètre Covid, nous ne serons autorisés à retrouver une vie sociale normale au « mieux » pas avant d'avoir subi une vaccination pour le moins hasardeuse, au pire pas avant des années si ce virus continue malgré tout à circuler. Et après tout, pourquoi s'en tiendrait-on à ce virus ? Pourquoi n'élargirait-on pas ces précautions sanitaires à la grippe, par exemple ? Une fois le principe du baromètre Covid socialement accepté, il faut avoir conscience qu'il n'y n'aurait alors aucune difficulté à faire admettre un tel élargissement.

Nous taire. Jusqu'à quand ?

Allons-nous demeurer sans réagir face à un tel ultimatum, face à une telle dérive du bon sens ? Allons-nous demeurer sans réagir quand la solidarité, voire la moralité tout entière ne semblent paradoxalement plus devoir s'exprimer que par la rupture du lien social ? Allons-nous demeurer sans réagir quand la liberté d'expression, les avis scientifiques, politiques et moraux

divergents sont censurés ? Allons-nous demeurer sans réagir quand les seuls scientifiques qui semblent avoir le droit de s'exprimer, les médias *mainstream*, les politiciens, presque en chœur, font de nos jeunes, c'est-à-dire de l'aspiration à la vie, l'ennemi n°1 ?

Quand des milliards s'envolent pour financer la recherche des entreprises pharmaceutiques et l'achat de vaccins hypothétiquement efficaces, alors que ces milliards n'étaient auparavant, et ne sont toujours pas disponibles pour le financement des hôpitaux, des personnels des soins de santé, pour l'éducation et la recherche fondamentale, pour le secteur social et la lutte contre les inégalités, pour le secteur culturel ou pour la transition écologique ? Quand les mesures sanitaires adoptées sont explicitement prises pour ne pas saturer les services de santé, et donc que la logique la plus élémentaire voudrait, si on voulait réellement éviter une saturation des services de santé, qu'on investisse dans ces services, les places, les lits, le matériel, le personnel ? Quand la mention du gaspillage et de la pollution environnementale causés par des milliards de tests très moyennement fiables⁽²⁾ et des milliards de masques jetables en plastique très moyennement utiles pour prévenir les infections en dehors de leur usage médical classique et qui mettront 450 ans à se dégrader, non sans impact écologique sur les sols et dans les eaux, est considérée comme un commentaire « inaudible » ?

Allons-nous demeurer sans réagir, alors que nos vies et nos valeurs morales sont en train d'être modifiées sans notre accord ? Ou faut-il considérer que c'est avec notre accord tacite que sont sacrifiées nos libertés pour une illusion de sécurité que nous finirons par perdre elle aussi ? Car c'est aux valeurs universelles, aux droits, devoirs et libertés chèrement conquis (bien que jamais totalement acquis) par les générations qui nous ont précédés que s'attaquent ces mesures spéciales. Ce qui est mis en question, c'est la possibilité d'exercer notre devoir de solidarité envers autrui autrement que par la destruction complète de la société. *Ce qui est affirmé à tort, c'est l'impossibilité de mettre en œuvre les droits à la vie* (article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁽³⁾) *et à la santé autrement qu'en détruisant le lien social et tous les autres droits individuels*. Ce qui est mis en péril, c'est la possibilité de continuer à opposer le droit à la liberté d'expression (article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) aux pratiques d'intimidation et de censure en cours⁽⁴⁾ ; c'est aussi la possibilité d'opposer le droit à la protection de la vie privée (article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) à l'interdiction de voir plus d'une personne par mois (ou 3 ou 5 en fonction de la phase imposée par l'autorité sanitaire), à l'interdiction du droit de réunion (article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) et du droit de participation à la vie sociale et à la vie politique. Ce qui est étrangement affirmé, c'est que *le droit au bien-être physique et psychologique* (article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux⁽⁵⁾) *est aboli, sacrifié au nom d'un droit à la santé qui ne semble plus avoir pour contenu que la prévention du Covid-19*. Enfin, ce qui est menacé, c'est la possibilité de résister à d'inquiétantes dérives totalitaires et à une dictature sanitaire parfaitement aberrante.

Respirer l'air libre, enterrer et célébrer dignement ses morts, visiter et soigner les personnes âgées, se réunir librement en famille ou entre amis pour ceux qui le souhaitent, circuler impunément sont indissociables d'une vie pleinement humaine. Cela nous a été refusé durant des mois et l'est désormais pour une durée impossible à prédire. Éviter le contact physique avec la plupart des êtres humains, se méfier de chacun, rendre impossibles les nouvelles rencontres, se terrer dans sa bulle durant des mois comme des rats, contenir ses émotions derrière des masques à chaque interaction humaine, supprimer la joie, la fête, les rires, la danse, les sorties : ces nouvelles normes

appelées à être appliquées pour une durée indéterminée et qui n'ont jamais été appliquées toutes en même temps dans l'histoire humaine à des êtres libres sont la négation même d'une vie humaine qui vaille la peine d'être vécue. Et pourtant, un certain nombre d'entre nous ne conteste pas ces nouvelles normes. Qu'avons-nous fait de notre sens critique ? Qu'est-ce qui nous pousse à accepter et à nous conformer à des règles contraires aux besoins humains ?

« La liberté, c'est l'esclavage »

C'est essentiellement par des effets de langage que les foules sont manipulées. Aujourd'hui, de façon extrêmement pernicieuse, c'est en mettant en avant la « moralité », la « citoyenneté responsable », la « protection des plus faibles », leurs « droits à la vie et à la santé », la « rupture avec l'égoïsme et l'individualisme » et même « la rupture avec nos libertés individuelles qui mettraient la collectivité en danger » que certains tentent de manipuler l'opinion. Que nous dit E. Macron ? « Nous sommes en train de réapprendre à être pleinement une Nation. C'est-à-dire qu'on s'était progressivement habitués [remarquons l'usage du passé : il semblerait que ce soit terminé] à être une société d'individus libres⁽⁶⁾ ». Notre société d'individus libres, faut-il le rappeler, promue par la Déclaration universelle des droits de l'homme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est garantie par la Convention européenne des Droits de l'homme depuis 1950 et par notre Constitution. Est-ce sérieusement ces fondements du droit et expressions de nos valeurs morales que les politiques sont en train de remettre en question avec notre accord silencieux ?

Nos droits et libertés nous donnent évidemment des devoirs : ceux de respecter les droits et libertés des autres individus. Nos libertés s'arrêtent lorsqu'elles portent atteinte aux droits d'autrui. Les conflits entre droits des uns et libertés des autres, ou entre les droits eux-mêmes sont des conflits éthiques. Les plus simples sont réglés par notre conscience. Les plus complexes font l'objet de délibérations démocratiques et sont réglés par le droit : j'ai la liberté de fumer là où je ne porte pas atteinte au droit à la santé d'autrui. Face à l'épidémie actuelle, aucune délibération démocratique n'a eu lieu pour fixer un point de compromis entre nos libertés et nos devoirs. La solution éthique est décrétée sur base de l'avis d'experts en épidémiologie : agit pour le bien collectif, celui qui respecte les mesures sanitaires à la lettre ! Et pourtant, une fois nos écrans éteints, seuls avec notre conscience et nos conflits éthiques, qui parvient réellement à se persuader qu'il fait le bien par exemple en abandonnant durant des mois les personnes âgées « pour les protéger du Covid » ? L'enfer est pavé de bonnes intentions. Une solution éthique « prête-à-penser » sans nuances, sans exceptions, sans cas de conscience est confortable, car elle n'exige plus que nous cherchions par nous-mêmes à résoudre les conflits éthiques auxquels nous sommes confrontés, mais est-elle une solution acceptable ? Oui, les personnes à risque ont le droit d'être protégées : comment concrètement pouvons-nous mettre en place des aménagements raisonnables et démocratiquement consentis pour les protéger sans passer par une solution éthique totalitaire ?

La manipulation de l'opinion se pratique aussi aujourd'hui en discréditant publiquement sur le plan professionnel et souvent personnel tous les porte-paroles d'opinions alternatives que l'on fait passer pour des extrémistes irrationnels porteurs d'opinions politiques antidémocratiques, alors que la démocratie est bien la dernière chose qui ait été mobilisée ces derniers mois. La manipulation passe encore par l'utilisation à mauvais escient de concepts soit que l'on ne maîtrise pas, soit que l'on utilise à dessein pour tromper le public, comme le fait de qualifier d'« eugénisme » (défini par l'*Encyclopaedia Universalis* comme « théorie qui prône l'application de méthodes consistant à améliorer le patrimoine génétique de groupes humains ») le fait de contester certaines mesures sanitaires⁽⁷⁾. Il y a, en plus d'un usage inapproprié de ce terme, une faute de logique dans cet argument, car il y a d'autres façons de protéger les plus faibles que de nier le fait que l'humain est un animal social et que de supprimer les libertés les plus fondamentales des citoyens.

Aujourd'hui, sur base d'avis d'« experts » dont la position n'est pourtant pas unanime parmi les spécialistes de leur domaine d'expertise, des politiciens décrètent, sans consensus social, de nouvelles normes de comportement, de nouvelles normes morales : réduire les contacts privés, réduire la convivialité (définie comme « rapports positifs entre personnes, dans la société »). Ce qui se joue ici, sous couvert d'« intérêt collectif » et de « protection des plus faibles », c'est la suppression des libertés individuelles avec l'accord de tous ceux qui pensent en toute bonne foi faire preuve de solidarité, de responsabilité, avec tous ceux qui pensent sincèrement qu'il ne s'agit « pas de restrictions à notre liberté mais plutôt de l'expression de celle-ci »⁽⁸⁾. Alors que le problème collectif dont il est question ici et maintenant (l'épidémie de Covid-19) peut parfaitement être pris en charge autrement que par la fin des libertés. Parmi ces moyens, citons par exemple le refinancement du secteur de la santé, l'écartement des personnes à risque des activités à risque, l'éloignement des personnes âgées de certaines activités si elles le souhaitent et y consentent, le renforcement du système immunitaire...

Liberté contre illusoire sécurité

Des chercheurs se sont intéressés depuis longtemps aux mécanismes qui poussent les individus au conformisme et à l'obéissance. Ils ont mis en évidence le fait que certaines personnes préfèrent éviter le conflit et les conséquences négatives que pourrait entraîner un désaccord avec la majorité et le fait que certaines intériorisent rapidement de nouvelles idées et de nouvelles valeurs lorsque la source d'influence est perçue comme savante dans son domaine. De nombreuses expériences de psychologie fondamentale ont révélé à quel point l'individu est déresponsabilisé et influençable dans ses comportements, ses pensées et ses décisions lorsqu'une autorité entre en jeu ou face à la pression du groupe et la peur de l'exclusion ou de la sanction sociales. Asch a ainsi montré l'incapacité, pour un certain nombre d'individus, d'affirmer leur propre opinion face à la pression d'un groupe exprimant la sienne, *a fortiori* lorsque celle-ci fait l'unanimité. D'autres expériences ont montré le poids et l'influence de l'autorité sur nos opinions, nos choix et nos actes. C'est le cas de la fameuse expérience de Milgram où, sous prétexte de participer à une expérience scientifique, 62 % des participants ont obéi aux ordres d'un scientifique qui représentait une autorité à leurs yeux et sont allés jusqu'à infliger des décharges qu'ils pensaient mortelles à une victime (en réalité un acteur), malgré les cris et les plaintes (feints) de celui-ci.

Milgram, via cette expérience, a mis en évidence la position de soumission aveugle dans laquelle s'installent de nombreux individus lorsqu'ils sont confrontés à ce qu'ils considèrent comme une autorité. Cette soumission engendre chez eux un comportement qui fait abstraction de toutes leurs valeurs préexistantes. Sous les ordres de cette autorité, aucune responsabilité ne semble plus peser sur leurs propres épaules. Cette expérience a été répliquée dans de nombreux pays, avec des taux d'obéissance importants à chaque fois (entre 50 % et 87,5 %). Cette facette conformiste et obéissante de l'homme pourrait expliquer un grand nombre de dérapages collectifs et d'abominations humaines. Rappeler ces expériences est important : non pas pour nous culpabiliser, mais pour que nous redoublions d'attention : ces expériences nous montrent que la propagande et la manipulation peuvent nous faire perdre nos repères et nos valeurs individuelles. Et d'autant plus, sans doute, lorsque la propagande et la manipulation sont recouvertes, comme c'est le cas aujourd'hui, d'un vernis de « moralité » en faisant appel à notre « sens de la solidarité ».

Certaines expériences montrent également l'influence de la peur de la mort et du stress sur nos attitudes et sur nos décisions. Dans notre système de valeurs, des principes entrent parfois en conflit. Or le stress nous empêche de réfléchir et de hiérarchiser correctement ces principes, et nous acceptons alors plus facilement de suivre la solution « éthique » tracée par une autorité. Avec moins de pression médiatique, moins stressés, nous serions sans doute plus enclins à prendre des décisions davantage en accord avec nos valeurs profondes.

Dans les recherches sur l'obéissance et le conformisme, plusieurs arguments qui poussent les individus à obéir à un ordre injuste reviennent souvent : ne pas risquer d'ennuis, faire comme ses semblables pour ne pas être déconsidéré, ou la prise de conscience que s'opposer seul à une règle n'a pas suffisamment de poids pour la faire changer. C'est ainsi qu'à toute époque, des dérapages collectifs, des atteintes aux droits fondamentaux, à la vie et à la liberté de groupes humains ont eu lieu, exécutés par des « hommes ordinaires », des hommes qui, pour la plupart, individuellement, ne le souhaitaient pas. Comme l'explique Christopher R. Browning : « *Outre l'endoctrinement idéologique, le facteur capital est celui du conformisme du groupe*⁽⁹⁾. » Il ajoute : « *Partout la société conditionne ses membres à respecter l'autorité et à lui obéir. Dans toute société moderne, la complexité de la vie, la bureaucratisation et la spécialisation qui en résultent atténuent le sens de la responsabilité personnelle de ceux qui sont chargés de mettre en œuvre la politique des gouvernements. Au sein de tout collectif, le groupe de pairs exerce de formidables pressions sur le comportement de l'individu, et lui impose des normes éthiques*⁽¹⁰⁾. »

La mort du lien social

Cette comparaison est-elle excessive et déplacée ? Est-il question de dérives aussi graves dans l'obéissance aux règles actuelles ? Oui. Il est question de la mort du lien social puisqu'il est question de se protéger des autres et pas seulement de protéger les autres. Il est question de la mort de certaines libertés, à commencer par l'impossibilité hautement symbolique d'afficher son visage à la lumière du jour. Et de tous les dégâts collatéraux sur la vie et la santé des gens de certaines mesures adoptées dont les coûts sociaux, économiques, psychologiques et politiques dépassent de loin les bénéfices. Il est question des pertes d'emploi, des tragédies familiales et personnelles qui s'ensuivent, de l'isolement de certaines personnes, des troubles mentaux en hausse, des soins reportés et des décès prématurés occasionnés, etc. Ces tragédies ne sont pas les conséquences du Covid, elles sont les conséquences de la gestion de l'épidémie, du confinement, de la restriction des contacts, du couvre-feu, mais avant tout elles sont la conséquence du manque de moyens hospitaliers, car un financement à la hauteur des exigences de la situation aurait permis et permettrait de se passer de ces mesures surréalistes. Certains ne se sentent pas concernés par ce débat. Soit parce que pour eux les mesures sanitaires changent peu leur quotidien, soit parce qu'ils ne les respectent qu'en apparence et ne restreignent en réalité pas tellement leurs contacts. Les premiers ont du mal à imaginer que leur mode de vie n'est pas généralisable à tous : pourtant, les jeunes, les personnes extraverties, les personnes seules, les personnes âgées, les personnes mal dans leur peau, les personnes malheureuses dans leurs foyers ont besoin de stimulations sociales pour conserver leur équilibre psychologique. Les seconds, qui acceptent les mesures actuelles parce qu'ils continuent à socialiser dans la clandestinité, ne se disent pas que si les moyens de répression se développent, ils ne pourront plus trouver d'échappatoire. Or la technologie actuelle offre la possibilité de développer les moyens de surveillance et de répression (drones, applications de traçage...) et le droit pourrait par exemple, comme au Québec, donner la possibilité à la police de pénétrer dans nos domiciles pour vérifier l'application des mesures⁽¹¹⁾.

Allons-nous obéir, laisser faire et accepter l'ultimatum imposé (le chantage) dans l'espoir que les promesses de retour à la vie normale soient tenues ? Ou allons-nous comprendre que l'espoir de retourner à une vie normale ne pourra se concrétiser que si nous prenons la décision de retourner à cette vie normale et si nous nous autorisons à contester le basculement éthique totalitaire en cours et à revendiquer un équilibre de valeurs qui, toutes sans exception, promeuvent une vie digne et pleinement humaine ?

Valérie Tilman, philosophe et enseignante

1. https://www.rtb.be/info/belgique/detail_coronavirus-en-belgique-de-faible-a-tres-grave-voici-les-4-phases-d-alerte-du-barometre-du-comite-de-concertation?id=10610393
2. <https://www.mondialisation.ca/video-tests-pcr-et-maintenance-de-la-transe-hypnotique/5650301>
3. Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, 1948.
4. <https://planetes360.fr/christophe-barbier-profitons-de-cette-tragedie-pour-faire-une-loi-avia-validee-constitutionnellement>
5. Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux, 1966.
6. <https://www.vie-publique.fr/discours/276714-emmanuel-macron-14102020-Covid-19-couvre-feu>
7. <https://www.lalibre.be/belgique/societe/marius-gilbert-laisser-circuler-le-virus-pour-atteindre-une-immunite-collective-releve-de-l-eugenisme-5f8c353fd8ad58270555a10f>
8. <https://www.lalibre.be/debats/opinions/et-si-les-mesures-prises-pour-combattre-le-virus-n-etaient-pas-des-restrictions-a-notre-liberte-mais-plutot-l-expression-de-celle-ci-5f492b829978e2322f31df10>
9. Browning, Christopher R., *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Tallandier, Paris, 2017, p. 270.
10. Ibid., p. 275.
11. <https://www.rtl.fr/actu/bien-etre/Covid-19-coronavirus-au-quebec-la-police-peut-s-assurer-que-les-gens-ne-recoivent-pas-d-invites-7800871436>

Le journalisme libre coûte cher.

Pour faire des articles, reportages, interviews, vidéos...
Aidez-nous: [abonnez-vous](#), abonnez la famille, les amis,
parlez de nous, [faites un don](#).